

CIBLE

MISERE

Signe des temps : l'association *Médecins du Monde* rappelle qu'elle a ouvert depuis plus de cinq ans des dispensaires gratuits partout en France, à l'intention de celles et ceux qui, dépourvus de protection sociale, ne peuvent ni consulter un médecin ni entrer à l'hôpital.

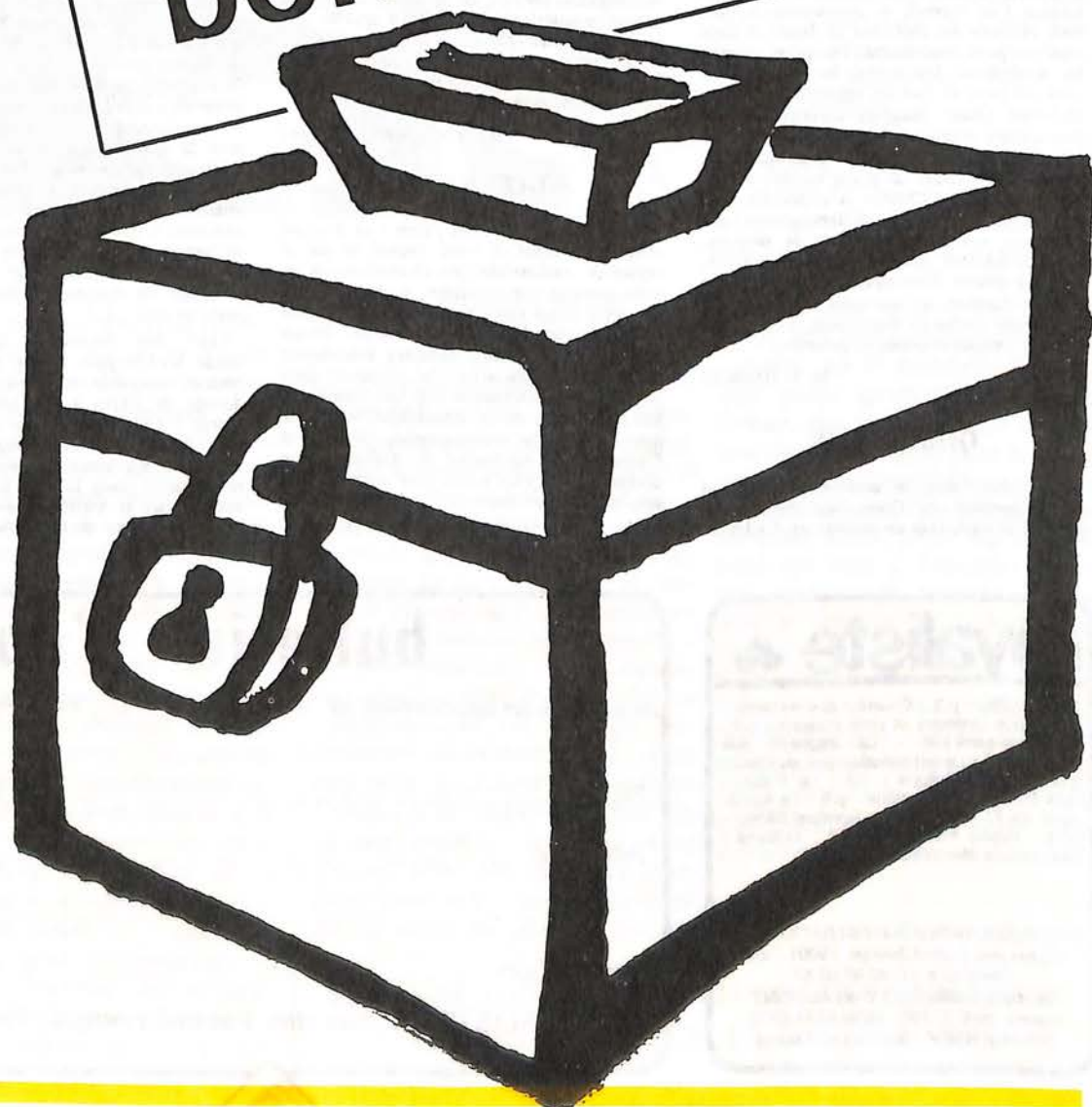
Dans notre pays, deux cent mille personnes ont ainsi été accueillies dans le cadre d'une action humanitaire identique à celles qui ont lieu dans les pays les plus pauvres de la planète. Et il ne s'agit là que d'un seul exemple, parmi tant d'autres.

Les socialistes, s'ils étaient dans l'opposition, dénonceraient ce scandale avec indignation et pointeraient en regard les sommes qui sont versées par certaines entreprises publiques aux amis du pouvoir. La gauche de gouvernement a été remplacée par des gestionnaires du « marché » capitaliste, étrangers à la misère qu'il engendre. Quant au *Parti socialiste*, il rêve d'alliance ou de fusion avec les écologistes sans songer que nous sommes en train de revenir à l'état de nature - celui où le fort domine et détruit le faible.

Un projet assurant la protection des personnes et le développement social est à réinventer.

LÉGISLATIVES

Y a-t-il un bon choix ?



M2242 - 596 - 15,00 F



IMPRESSIONS

Après seulement trois mois d'abonnement d'essai, je vous donne mes impressions sur *Royaliste* : format agréable, mise en page également. Il serait souhaitable que ce soit un hebdomadaire pour coller davantage à l'actualité. Le nombre de pages pourrait être augmenté, la tribune « *Courrier du lecteur* » plus fréquente. Compte tenu du titre de ce magazine, je trouve très sincèrement que la part faite à la famille royale française est vraiment insuffisante. Parler de la visite en Bretagne de la Princesse Chantal, par exemple, en petits caractères, presque à la sauvette, ne me semble pas convenable pour ceux et celles qui sont l'incarnation même de notre nation : ne pourrait-on leur consacrer une page complète ? D'autre part vous me semblez avoir quelques difficultés à vous démarquer du *Parti Socialiste* : vos prises de position me semblent plus (trop pour un mouvement qui a vocation au rassemblement) sévères à l'égard de la droite libérale de notre pays.

A.A. (Var)

ORTHODOXE

Je suis français de religion orthodoxe et j'ai lu dans votre journal du 11 janvier sous le titre « *Cible - Religions* » le petit article concernant la mention de la confession sur la carte d'identité des Grecs, en cela ils ne font que continuer un usage qui existe déjà et rien n'empêche de s'inscrire en « sans ». Mais que des juifs ou des musulmans puissent être d'un avis contraire est plus que surprenant lorsque l'on connaît la discrimination dont sont victimes les chrétiens en Israël et dans tous les pays musulmans, lorsqu'on connaît les exclusions, les rejets, les persécutions dont ces pays se font les agissants contre les chrétiens allant jusqu'au meurtre et aux destructions d'églises ! Allons Messieurs un peu de dignité. Quant aux catholiques, qui viennent de détruire un grand nombre d'églises orthodoxes en Croatie, la cathédrale et la maison du métropolite d'Herzégovine, qui étranglent volontiers lorsqu'ils le peuvent, qu'ils n'oublient pas leur conception de la liberté ! Porter l'inscription de sa religion pour un chrétien, sur une carte d'identité, me semble une forme de témoignage dont on doit être fier lorsque la chose se présente.

M. P. (Hérault)

QUINZE ANS

J'ai quinze ans, je suis monarchiste et ardent partisan du Comte de Paris, pour lequel j'ai beaucoup de respect et d'admira-

tion. Je vous écris pour vous dire que je soutiens votre mouvement - dont hélas je n'ai appris l'existence qu'il y a peu de temps - et auquel peut-être j'adhérerai lorsque j'atteindrai ma majorité. Sachez que je crois vivement à la possibilité d'une restauration monarchique, à laquelle j'espère participer. Je pense que vous continuerez à trouver de plus en plus de partisans dans la jeunesse française.

Je pense aussi que les monarchistes devraient profiter de la crise actuelle que subit la France et aussi la République pour pouvoir mettre en valeur et idéaliser le monarchisme. Mais ce n'est pas à moi que revient le rôle de vous conseiller sur la politique à mener. Malgré que les royalistes soient une minorité politique, ils ont montré lors de l'anniversaire de la mort de Louis XVI que cette minorité est importante et qu'elle s'agrandira de plus en plus. Gardons l'espoir et le courage, je vous souhaite de progresser.

Grégory Thomas (Gard)

[Merci Grégory de cette profession de foi. Mais vous avez oublié de mettre votre adresse et nous n'avons donc pas pu vous répondre personnellement et vous envoyer la documentation demandée sur la N.A.R.]

ÉCONOMIE

Je m'abonne parce que je suis séduit par votre volonté de traiter le fond des sujets avec souvent, de plus, une forme élégante. L'économie en revanche ne semble pas être votre fort... Est-il besoin, à propos de l'affaire Hoover (*Royaliste* n° 594), pour pourfendre la baudruche libérale, de se référer au cinéma populaire américain ? Autant en appeler aux « *Bronzés font du ski* » pour illustrer les effets pervers des congés payés, ou à « *Bonne nuit les petits* » pour incarner Paris (et ses tours) et le désert français !

C.C. (Maine et Loire)

ALTERNATIVE

Lycéen de dix-huit ans j'étais tout d'abord réticent à l'achat de votre journal de par le caractère nationaliste et cléricale qu'on prête souvent aux royalistes, je me suis tout de même laissé entraîner par mon éclectisme et j'ai investi 15 F dans cet achat. Essais concluants car réitérés plusieurs fois depuis quelques mois. En effet, j'ai découvert dans *Royaliste* une alternative trop vite oubliée au jeu traditionnel de la République, imprégné des valeurs du centre-gauche, laïques et fortement anti-extrémiste de droite. Je me décide enfin à vous écrire pour avoir de plus amples informations.

S.B. (Moselle)

CARENCES

Il est sûr que les royalistes ont profité à plein de l'effet « *21 janvier* ». La NAR a décidé de ne s'appuyer que sur l'aspect historique de l'événement. Soit, les arguments étaient bons. Nous refusons les logiques de guerre civile, il ne s'agissait donc pas de récupérer politiquement ces manifestations, tout cela c'est du passé, il faut donc tourner la page avec calme et sérénité. Pourtant la commémoration a eu une ampleur médiatique certaine, et je me demande si nous avons su l'apprécier pleinement.

Pourquoi la NAR n'a-t-elle jamais participé à une des nombreuses émissions sur ce sujet ? Pourquoi *Royaliste* a-t-il consacré si peu d'articles à Louis XVI ?

Tout le monde semble d'accord pour déplorer la situation actuelle de la NAR, mais n'y sommes nous pas pour quelque chose ? Notre implantation est trop faible parmi les forces montantes que représente la jeunesse. Je vous le signalais à propos des facs, mais il y a aussi les lycées ! Quels seront demain les adhérents de la NAR ? Qui lira encore *Royaliste* ? Il y a urgence. Pour vous aider je vous envoie un don, il est modeste certes mais il servira je l'espère à la continuité de votre action et à m'excuser pour ma rudesse à votre égard.

P.E. (Amiens)

ÉLECTIONS

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu les différents articles à propos des commémorations de la mort de Louis XVI. La République semble à bout de souffle ou en passe de le devenir surtout en cette période électorale où chacun y va de sa surenchère afin de tenir entre les mains les lauriers de la gloire. (...)

La monarchie, elle ne semble pas prête pour la mission qui lui revient de fait. En effet pour qu'une telle alternative monarchique puisse, le temps venu, répondre aux attentes de la population et partager les passions, il faut qu'elle puisse être en mesure de présenter des candidats dans toutes les élections. Le mérite pour la NAR est de présenter un homme en Vendée cependant, mais un seul ! (...)

Faire des messes à la mémoire de Louis XVI le juste et bon roi sacrifié, c'est bien et honorable, mais est-ce suffisant pour donner de l'élan à des idées qui sont les nôtres ? Créer une chaîne d'espoir ; véritables maillons d'un changement dans la légitimité apportant un vrai débat neuf et responsable (dans le sens le plus noble) me semble être la meilleure solution. Donnons-nous les moyens de faire triompher nos idées

C. M. (Paris)

à la loyale, par le vote ! La question des prétendants devra être tranchée ultérieurement.

H.Q. (Seine Maritime)

MÉPRISE

Je me suis mépris : j'ai écrit il y a quelques jours à *Royaliste* à propos d'un article sur Marc-Alain Ouaknin, pensant que votre journal m'avait été dressé dans cette intention. Mais je m'aperçois maintenant, ayant lu le reste, que ce numéro datait de décembre et était surtout destiné à séduire de nouveaux lecteurs. Avec moi tout au moins vous y avez réussi. Votre numéro est excellent et veuillez trouver ci-joint un chèque de 100 F pour l'abonnement que vous me proposez. J'ai particulièrement apprécié l'article « *L'involution de l'homme* » où l'auteur a su évoquer en peu de place l'essentiel d'une problématique - celle de la question qui se pose et celle d'une société qui ne sait comment la poser - et l'étude.

Quant à la coïncidence (article sur le rebbe Ben Abouya) qui a eu pour résultat d'attirer mon attention, je ne sais s'il faut le nommer mystère ou énigme ou clin d'oeil d'un malin génie pseudo cartésien - mais elle m'a été l'occasion de découvrir que Marc-Alain Ouaknin ignorait cette parution. Mais je m'interroge encore sur la « nécessité » dudit article dans votre publication. J'entends bien qu'un journal intelligent doit traiter « de omni re scibili » comme Pic de La Mirandole. Mais les arcanes où entraîne Ouaknin relèveraient plutôt du « de quibusdam aliis »...

Encore un mot sur votre adresse liminaire à vos lecteurs. Pourquoi pas un roi, certes ? Car, après tout, c'est peut-être la monarchie masquée derrière notre actuel roi républicain qui s'infiltre dans les esprits - que ce soit pour de bonnes comme de mauvaises raisons. Mais l'attachement affectif et collectif du pays à son roi me paraît l'essentiel de la royauté, et ce qui se passe en Angleterre (cf. votre aussi très bon article dans le même numéro) sape quelque peu votre optimisme. En une génération cette si solide monarchie ne vient-elle pas de subir du temps (nos tristes temps...) l'irréparable outrage ?

Et pour que cette lettre ait un aspect pratique, je me permets de vous signaler une coquille. Écrire *immergée* pour *émergée* à propos du fameux iceberg que vous savez, est une faute que les journalistes aujourd'hui font constamment. Ce *lapsus calami* indique à l'évidence que, réclamant la transparence, notre époque pense le contraire, et peut-être le souhaite ? Je souhaite pour ma part que ce ne soit pas votre cas...

Faux remèdes et vrais poisons

Les hommes politiques sont, décidément, incorrigibles. L'incapacité dans laquelle s'était trouvé François Mitterrand de tenir les promesses faites pendant la campagne pour les élections présidentielles de 1981 ne leur a pas servi de leçon.



appelons-nous ! Sur les 101 propositions qui constituaient, alors, le programme du candidat Mitterrand et du PS, combien d'entre elles ont été concrétisées ? Certaines étaient réalisables et ont été réalisées, comme la suppression de la peine de mort. D'autres étaient purement démagogiques et en sont restées au niveau des vœux pieux comme par exemple, la réduction du service militaire à six mois. D'autres, enfin, ont échoué par précipitation et parce qu'elles répondaient plus à des a priori idéologiques qu'à une bonne connaissance des réalités économiques et sociologiques. C'est le cas de la relance économique engagée dès les premiers mois du gouvernement Mauroy en faisant abstraction de la contrainte extérieure. C'est aussi celui de la réforme de l'école, davantage menée contre l'enseignement privé que pour une véritable rénovation du système éducatif français. Ces dernières mesures semblent aujourd'hui, avoir été uniquement destinées à la mobilisation de l'électorat de gauche.

Le programme rendu public par la droite, courant février, s'inscrit dans la même perspective. Entendons-nous bien : nous ne disons pas qu'un programme politique est inutile puisque de toutes les façons, il ne sera pas appliqué, que tous les hommes politiques se valent, que tout est dans tout et réciproquement. Au contraire, nous pensons que les électeurs, pour pouvoir se prononcer, doivent avoir en main toutes les données qui leur permettront de se forger une opinion et de voter en connaissance de cause. Encore faut-il que les hommes politiques ne les prennent pas pour ce qu'ils ne sont pas et s'engagent sur des programmes sérieux. Or, le « *Projet d'union pour la France* » mis au point par le RPR et l'UDF n'est qu'un pamphlet contre dix années de politique socialiste (ou soi-disant telle) et une énumération de propositions déjà faites ailleurs.

Il part d'un constat simple, sinon simplet : la France, à cause des socialistes, traverse une crise économique, politique, morale et d'identité. Il suffit, pour y remédier d'adopter plusieurs mesures dont certaines sont destinées à ratisser le plus large possible et dont l'énoncé ressemble plus à un catalogue qu'à un programme de gouvernement. Ainsi lit-on au hasard des six grands chapitres qui composent ce programme, que « *le chômage n'est pas une fatalité* », qu'il faut « *favoriser la création d'emplois* », « *rendre à l'école primaire sa mission* », « *revaloriser la fonction d'enseignant* », « *restaurer l'impartialité de l'État et de l'administration* », « *ouvrir de nouveaux espaces à la démocratie* », « *signer un pacte d'avenir pour l'agriculture et le monde rural* », « *valoriser les professions de santé* », « *aider les personnes âgées dépendantes* », « *faciliter l'insertion des handicapés* », « *renover notre défense* »... Ne vous bousculez pas il y en aura

pour tout le monde !

D'autres propositions sont tout simplement inspirées de la politique menée par Bérégovoy. Sans reprendre l'exercice fastidieux qui consiste à énumérer quelques mesures, citons un passage du paragraphe intitulé « *Des mesures immédiates pour la création d'emplois* ». Ainsi pour lutter contre le chômage, ces messieurs de la famille de droite nous proposent-ils de « *favoriser la création d'emplois tant par l'entreprise que par les services aux particuliers, ou pour répondre à des besoins nouveaux comme la protection de l'environnement ou à l'aide aux personnes dépendantes (...)*. Nous proposons également de permettre l'extension au secteur productif des contrats emplois solidarité. Nous devons, enfin, tirer parti des nombreux gisements d'emplois inexploités, en particulier dans les services

de proximité ». On croirait la prose de Martine Aubry.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas souscrire à ce projet de programme. Pour au moins trois raisons. D'abord, parce qu'il contient beaucoup trop de promesses pour ne pas entraîner, contrairement à ce qui est dit, des augmentations significatives d'impôts qui alourdiraient d'abord et avant tout les charges des classes moyennes, compte tenu des cadeaux faits aux entreprises et que les ressources des privatisations envisagées sont trop aléatoires pour couvrir l'ensemble des dépenses. Ensuite, parce que, comme le souligne Laurent Joffrin, les propositions faites en matière de politique économique s'inscrivent à contre-courant : en effet, alors que la plupart des pays industriels (États-Unis, Grande-Bretagne, notamment) semblent vouloir régler son compte au libéralisme, la droite française propose, une fois revenue au pouvoir, de privatiser à tour de bras parce que, disent-ils « *cela répond à la conviction que les activités productives doivent relever du secteur privé, de son dynamisme, de sa sanction par le marché* ». Cela est faux parce qu'en France, depuis Colbert, rien ne se fait sans l'impulsion de l'État ; il est pour le moins paradoxal que les gaullistes oublient cette constante de la vie économique française. Enfin, il est des propositions qui vont à l'encontre de ce que nous avons toujours affirmé dans le domaine de la justice, de l'immigration et de la police, et qui n'ont d'autres raisons d'être que de récupérer à des fins politiques les inquiétudes trop souvent infondées des Français en matière de sécurité. Non, cette droite là est décidément trop bête, trop revancharde pour mériter nos suffrages.

Patrice LE ROUÉ

Envoyez votre participation à la souscription
C.C.P. ROYALISTE 18.104.06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Faux remèdes et vrais poisons - p.4 : Montlouis-sans-jolie - La sagesse des Sages - p.5 : La cohabitation vue du Qual - p.6/7 : Louis-Philippe - p.8 : Le Débat - Une Europe polyphonique - p.9 : Le centenaire de l'Action - p.10 : Sombre Céline - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Orientations électorales.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Montlouis-sans-joie

Soit dit en bon français : le bang rocardien est-il big, aurait-il déjà fait flop, ou peut-être plouf ?

Très vite, Giscard a donné son verdict : le big bang n'est qu'un flop. Mais les grandes signatures parisiennes crient au génie, ce qui assure un net retentissement au coup d'éclat de Montlouis-sur-Loire.

Y aura-t-il, à la Pentecôte de l'an 1996, une promenade présidentielle dans la bourgade sus-nommée où l'on verrait Michel Rocard fonder un auguste rite destiné à remplacer la promenade de Solutré ? C'est ce que se demandent sans doute les courtisans en cours de reconversion, qui savent déjà par coeur le livre de Jean-Paul Huchon (1).

Plus sérieusement, le « candidat naturel » des socialistes a-t-il des chances de mener la campagne présidentielle de la gauche et gagner en 1995 ? Dans le monde incertain qui est le nôtre, la réponse doit être prudente.

Assurément, Michel Rocard est persuadé, comme toujours, de sa propre importance et de ses immenses capacités.

Assurément, le discours des « big bang » est un événement : Rocard avait l'habitude de se faire discret dans les grandes tempêtes (2) ; maintenant il parle haut et fort.

Assurément, Michel Rocard croit que son heure est venue. Mais le dire de cette manière, est-ce bien raisonnable ? Et est-ce bien convenable ? Les réponses appartiennent aux seuls socialistes mais j'ai tout de même envie de mettre mon grain de sel pour exprimer une surprise et un doute.

La surprise consiste à voir un général rassembler ses troupes en pleine bataille pour leur dire que leur drapeau est une vieillerie, que beaucoup de leurs officiers sont déshonorés, que les fautes tactiques et stratégiques conduisent à une défaite imparable, au lendemain de laquelle toute l'armée sera transformée de fond en comble. Il paraît

que les socialistes ont meilleur moral depuis que Michel Rocard a enterré le socialisme et annoncé la mort de leur parti. Ce serait là un ultime paradoxe...

Quant au doute, il tient aux capacités du sauveteur qui vient de se faire breveter. L'analyse qu'il a donnée n'est pas sans intérêt, mais elle est faite d'éléments connus depuis longtemps. Il en est de même pour les propositions sur le travail, qui reprennent les travaux d'André Gorz et se situent dans le fil de soucis exprimés depuis belle lurette par Jacques Delors. Quant aux développements sur la nation, sur l'État et sur l'Europe, ils mériteraient d'être reliés dans une réflexion cohérente. Le projet rocardien, fruit de conseillers assurément remarquables, est dépourvu d'une marque personnelle qui donnerait de la force aux convictions exprimées.

La seule conviction personnelle de Michel Rocard est qu'il doit entrer à l'Élysée dans deux ans. D'où la modification de son apparence : l'humble gestionnaire de Matignon s'est transformé en un chef de guerre qui entend confiner François Mitterrand dans un rôle de garde-champêtre, et détruire le parti socialiste pour créer le large rassemblement qui devrait lui assurer la victoire.

Reste à savoir si l'on peut vaincre sur autant de décombres.

Sylvie FERNOY

(1) cf. notre dernier numéro.
(2) d'où sa réputation de « barreur de petit temps » (Roland Dumas).

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

La sagesse des Sages

Rendues publiques le 15 février, les propositions du comité consultatif pour la révision de la Constitution sont à tous égards positives.

Depuis des lustres, les hommes politiques en mal de projets sortent de leur chapeau une réforme constitutionnelle qui présente une double particularité :

a) elle se place sous le signe du renouvellement audacieux ;

b) elle consiste à touiller la touille même soupe du « passage au régime présidentiel » (connu pour ses effets catastrophiques dans notre pays) et du quinquennat qui détruit

la prééminence présidentielle en matière de politique étrangère et de défense reste un principe majeur. Un président arbitre, en charge de l'essentiel quant au projet de la nation : le caractère monarchique de la Constitution est respecté, et fortement souligné.

Depuis longtemps envisagées, les mesures qui permettraient un renforcement des pouvoirs du Parlement sont également bienvenues, notamment le vote de confiance que doit



rait à coup sûr des institutions fort imparfaites mais très supérieures aux précédents régimes d'Assemblée.

Les propositions présentées par les plus éminents juristes de notre pays devraient, si les politiques sont aussi sages que les Sages, éviter à l'avenir ces galipettes constitutionnelles et favoriser d'heureux aménagements du texte de 1958.

L'avis du comité consultatif vaut d'abord, à nos yeux, par la tentation qu'il repousse : celle du quinquennat que nous avons combattu avec les arguments que nous avons le plaisir de retrouver sous la plume des Sages - ceux-ci estimant que la réduction de la durée du mandat détruirait la fonction arbitrale du chef de l'État. Le comité a eu également raison de souligner que le septennat non-renouvelable était contraire au droit du peuple souverain. Ce faisant, l'architecture institutionnelle n'est pas bouleversée et

obtenir un nouveau gouvernement, la définition des compétences parlementaires et l'extension du rôle diplomatique. Même si elle sera difficile à faire admettre par les parlementaires, l'idée de l'interdiction du cumul d'un mandat national et d'un mandat local aurait d'excellents effets sur la participation des citoyens à la vie publique et sur la qualité du travail parlementaire.

D'autres propositions méritent un examen approfondi et un large débat : ainsi les réformes qui concernent l'institution judiciaire et le souhait, inattendu, de la création d'un « référendum d'initiative minoritaire » qui est une formule mi-chèvre (la procédure actuelle) et mi-chou (le dangereux référendum d'initiative populaire). Mais il importe qu'on se penche attentivement sur ces questions, ne serait-ce que pour dégonfler quelques baudruches...

Annette DELRANCK

La cohabitation vue du Quai

La première cohabitation a vu l'abaissement du Quai d'Orsay confié à un ambassadeur couleur muraille. Le onzième ministre des Affaires étrangères de la V^e République devrait être un politique, un poids lourd de la nouvelle majorité, le numéro deux du gouvernement.

En 1986, Jean-Bernard Raimond avait été choisi pour ne faire d'ombre à personne, honnête intendant et mol oreiller, spécialiste des relations avec Moscou où, ambassadeur, il avait discerné le personnage de Gorbatchev.

En réalité, le terrorisme, l'Iran, les otages du Liban, firent passer la sécurité intérieure avant les affaires étrangères. Pasqua dessaisit Raimond, la place Beauvau marginalisa le Quai d'Orsay. En fait de professionnalisme et de retour au service public, la vieille maison ressassa ses frustrations tandis que Jean-Bernard Raimond, qui avait pris une carte du RPR, attendait une circonscription sur mesure. On l'envoya au Vatican...

C'était une fausse bonne idée de faire conduire la diplomatie par un diplomate comme la Défense par un militaire, l'Éducation par un professeur ou la Santé par un médecin. Le Président et le Premier ministre ont intérêt cette fois à affronter la difficulté plutôt que de chercher à la nier. Seul un politique peut s'imposer aux services car il est seul à pouvoir défendre bec et ongles sa fonction (et « le Département ») au sein du gouvernement. Un politique serait un interlocuteur à part entière du Président et du Premier ministre et plus digne de confiance qu'un technicien car il est responsable et observe les mêmes règles du jeu politique. Un agent des services ne les connaît pas et ne les connaît jamais. Enfin, il faut quelqu'un qui s'inscrive dans la durée, au-delà de 1995, et non un locataire dont on sait qu'il ne sera plus là au bout de ses deux ans de mission temporaire.

Outre ces raisons qui tiennent à la personne, il en est deux qui s'imposent dans les circonstances présentes. D'abord, le consensus derrière lequel on pouvait feindre de s'abriter de 1986 à 1988 n'existe plus. C'est à un procès en règle de la politique étrangère « méditerranéenne » que l'on assiste, depuis la chute du mur de Berlin jusqu'à l'Europe de Maastricht en passant par l'Afrique d'après La Baule. Entre le GATT et l'union monétaire, les casques bleus et l'aide humanitaire, les affaires étrangères sont devenues les affaires de tout le monde. Si le professionnalisme est plus que jamais nécessaire, la professionnalisation est exclue. Si le successeur de Vergennes ne s'impose pas en Conseil des Finances, il scellera la mort du Quai.

En revanche, une chance se présente à lui pour sortir le Quai des brumes. En effet, les échéances étrangères sont éminemment politiques : la nouvelle présidence américaine et, en 1994, les élections allemandes et européennes qui réagiront sur la politique intérieure.

Au niveau des hommes, M. Mitterrand connaît Kohl et réciproquement. La nouvelle majorité sera en état d'infériorité sur l'Europe où elle doit marquer le « présidentiable » Delors et sur l'Allemagne où elle ne peut que s'aligner ou rompre. Au Parlement, elle sera divisée sur ces sujets. Il lui faudra d'autant plus faire pencher la balance. Un RPR aurait fort à faire face à son groupe parlementaire. Mitterrand peut être tenté par ce choix, d'une part pour mettre le Ministre dans une situation délicate vis-à-vis du RPR mais aussi parce que le fait qu'il soit l'un des leurs peut lui faciliter la tâche. Un centriste introduirait un meilleur ver dans le fruit (l'unité de la majorité).

Mitterrand connaissait Bush et ne connaît pas Clinton. La nouvelle

majorité aurait là une carte à jouer si elle sait créer une relation spéciale, sauf que les États-Unis s'éloignent de l'Europe et qu'un antiaméricanisme risque de pointer à droite. Le parti démocrate de Clinton, au-delà des ambiguïtés, serait plutôt le modèle du rassemblement prôné par Rocard que du libéralisme social d'un Liotard. Sans oublier que l'interlocuteur du ministre ne sera pas le « quadra » Clinton mais le Secrétaire d'État, Warren Christopher, un professionnel d'expérience, de 67 ans.

Ailleurs, la confusion est telle qu'un ministre aurait de quoi apporter sa marque. Sur l'Afrique, les centres de décision sont si atomisés et les situations locales si hétérogènes - mais d'abord politiques - qu'avec une grande autorité et une sûreté de vues il pourrait restaurer une direction d'Afrique tombée dans l'anecdote. Sur l'ex-Yougoslavie, le danger inverse serait qu'une action militaire fondée sur le primat humanitaire, réduite à néant la capacité de négociation que s'est acquise la direction des affaires politiques du Quai.

En tout état de cause, la cohabitation interdit au Premier Ministre, s'il le voulait, de mettre à la tête du Quai un homme qui donnerait des gages à la droite de la majorité. Il faudra donc à celui-ci d'autant plus de poids politique propre. Si donc il doit être le numéro deux, la rencontre de toutes ces conditions convergerait vers le choix d'une personnalité de l'UDF. On s'apercevra ainsi que la ligne politique suivie n'a pas à être remise en cause. En revanche, il reviendra au ministre de faire la preuve qu'il y avait d'autres moyens pour la mettre en oeuvre avec plus de succès que son prédécesseur. Il y va de sa carrière personnelle et de la Carrière diplomatique dans son ensemble vis-à-vis de l'opinion.

Yves LA MARCK

♦ GRECE : Les récentes déclarations du roi Constantin de Grèce à la télévision privée Antenna ont provoqué un véritable tollé dans les milieux politiques d'Athènes. En effet, le souverain, exilé à Londres, remet en cause la légitimité de la République grecque fondée sur les résultats du référendum du 8 décembre 1974. « Le fondement d'un régime ne dépend pas d'événements, mais des besoins de la nation (...). Le peuple grec a, à tout moment, le droit de décider quelque chose de différent de ce qui a été décidé dans le passé » a notamment déclaré le roi Constantin, provoquant une levée de boucliers dans les rangs de l'opposition socialiste et dans l'entourage du président de la République, Constantin Caramanlis, celui-là même qui avait mené campagne en 1974 contre la monarchie.

♦ BRÉSIL : À l'approche du référendum organisé le 21 avril prochain sur la question de la monarchie ou de la république, les différents comités monarchistes semblent s'être enfin mis d'accord pour faire avancer la candidature du prince Joao-Enrique d'Orléans-et-Bragance - autrement appelé Joaozinho - cousin du roi d'Espagne et neveu de la comtesse de Paris. Le neveu de dom Pedro-Gastao d'Orléans-et-Bragance est un écologiste fervent, défenseur des droits des minorités et le chantre d'une monarchie constitutionnelle démocratique qui puisse restaurer, au Brésil, le sens de l'État.

♦ AFGHANISTAN : Tandis que son pays s'enfoncé chaque jour davantage dans la guerre civile, l'ex-roi Zahir Shah d'Afghanistan, exilé à Rome, vient de proposer un plan de paix pour sortir de l'ornière. Il propose notamment la création, avec l'aide de l'ONU, d'un comité d'Afghans « influents et respectés » chargé de préparer la convocation urgente d'une « grande assemblée ».

♦ YOUGOSLAVIE : C'est dans le Sussex que la reine Alexandra de Yougoslavie s'est éteinte, le mois dernier, à l'âge de 71 ans. Veuve du roi Pierre II de Yougoslavie, et mère du prince héritier Alexandre, la reine était l'enfant unique et posthume du roi Alexandre I^{er} de Grèce et d'Aspasie Manos. Elle a été enterrée dans le domaine royal de Tatoi, près d'Athènes.

♦ GRANDE-BRETAGNE : Les relents de scandale qui ont secoué la monarchie britannique l'année dernière ont laissé des traces. Selon un sondage réalisé par Gallup pour le *Daily Telegraph*, si seulement 9% des Anglais souhaitent l'abolition de la monarchie, ils sont 87% à penser que la reine Elisabeth est un chef d'État exemplaire. Ils plébiscitent en revanche une réforme profonde de l'institution et 65% des Britanniques appellent de leur vœu une monarchie de style hollandaise, une sorte de royauté à bicyclette. Un sentiment renforcé par l'impression partagée par 67% des sondés selon laquelle la famille royale n'est plus en contact direct avec son peuple. Sans doute pour répondre à ces critiques, la reine annonçait par la voix de son Premier Ministre, le 12 février, son intention de payer des impôts sur ses revenus à partir du mois d'avril prochain.

♦ CAMBODGE : Le prince Norodom Sihanouk n'est pas opposé à la restauration de la monarchie khmère dans toutes ses formes traditionnelles. « Si les chefs de faction sont d'accord, je n'y vois pas d'inconvénient » a-t-il récemment déclaré, tout en précisant qu'il ne sera pas un souverain « à la thaïlandaise, c'est-à-dire sans pouvoir ». Pourquoi ce revirement soudain ? Il semble que le prince se méfie maintenant de l'élection présidentielle : « Si je suis élu à une élection que les Khmers rouges ne reconnaissent pas, alors, je ne peux pas traiter avec eux. Si je ne suis pas élu, ils me reconnaissent comme chef d'État à perpétuité... Je ne suis pas candidat à la présidentielle, mais il faut quelque chose pour réconcilier les partis ». N'est-ce pas cela la monarchie ?

Anne MARTIN-FUGIER

Louis-Philippe

● **Royaliste** : Après plusieurs ouvrages d'histoire de la société, pourquoi ce livre sur Louis-Philippe et sa famille ?

Anne Martin-Fugier : J'en suis venue à m'intéresser à Louis-Philippe à partir du livre que j'ai consacré à « La Vie élégante », qui portait sur la mondanité parisienne dans la première moitié du XIX^e siècle et qui posait la question de la place de la cour par rapport aux salons. J'avais été intriguée par le contraste qui existait entre le personnage du duc d'Orléans jusqu'en 1830 et celui du roi de la monarchie de Juillet : le duc d'Orléans avait une excellente image auprès de la bonne société alors que le roi était villipendé et accusé d'être un roi bourgeois. D'autre part, il y avait cette image scolaire du roi en habit noir, se promenant avec un parapluie sous le bras, et cette caricature de la tête de Louis-Philippe en forme de poire. J'ai voulu en savoir plus...

● **Royaliste** : Avant 1830, quels sont les faits marquants ?

A. Martin-Fugier : Vous savez que le futur Louis-Philippe a reçu dans sa jeunesse une éducation de fer, par les bons soins de Madame de Genlis, qu'il a rejoint l'armée française en 1792, puis connu l'exil. Il revient en France lors de la Restauration, et se préoccupe d'abord de rétablir sa situation financière, de constituer la très grande propriété de Neuilly et de restaurer le Palais-Royal. A la Cour, sa situation est très ambiguë (Louis XVIII lui fait subir des vexations constantes, alors que Charles X sera beaucoup plus conciliant) mais le duc de Chartres est très apprécié dans les milieux libéraux et devient roi des Français dans les conditions que vous connaissez.

● **Royaliste** : Quel était le mode de vie de Louis-Philippe. Avait-il des passions ?

A. Martin-Fugier : On oublie que Louis-Philippe fut un roi architecte : je décris dans mon livre les travaux fort coûteux qu'il fit faire aux Tuileries (au grand scandale des Parisiens) et les projets qu'il ne put réaliser. En revanche, il est vrai qu'il aimait se promener dans Paris avec son parapluie sous le bras, ce qui lui valut bien des caricatures. Mais ce qu'on dénonçait comme une simplicité affectée et une pratique démagogique était en fait chez lui une habitude ancienne, qui datait sans doute de son enfance : madame de Genlis lui faisait faire de longues marches, avec des poids de fonte et des semelles de plomb pour qu'il s'endurcisse...

N'ayant rien voulu changer à ses habitudes, Louis-Philippe a modifié l'image royale : à la différence de ses prédécesseurs, le roi se montrait sans appareil, il abolissait les distances, ce qui lui valut les moqueries de l'opposition mais aussi une grande popularité. Jusqu'à l'attentat de Fieschi en 1835, le roi sortait beaucoup, passait des revues et voyageait en province et associait sa famille à ses apparitions publiques. Ceci présentait aussi des inconvénients graves : aucun monarque ne fut, plus que Louis-Philippe, visé par les attentats. On essaya huit fois de le tuer, et chaque fois il se comporta avec un courage unanimement reconnu.

Après l'attentat de Fieschi, Louis-Philippe fut obligé de limiter ses sorties publiques, ce qui eut deux conséquences : d'une part, le roi a beaucoup souffert de sa réclusion, de ce qu'il appelle sa « renfermerie de Paris », d'autre part et surtout le roi-citoyen, condamné à l'isolement, s'est coupé des racines de son régime. Entre 1840 et 1848, il ne s'est plus montré à son peuple, en particulier à la Garde nationale, ce qui eut des conséquences désastreuses : en 1848, la Garde nationale qui se sent oubliée et trahie refuse de soutenir le régime et passe dans le camp de l'opposition...

● **Royaliste** : Quel fut l'entourage de Louis-Philippe ?

Anne Martin-Fugier : A son avènement, Louis-Philippe resta encore près d'un an au Palais-Royal avant de s'installer aux Tuileries et conserva les personnes qui étaient attachées à sa maison : ses aides de camp, son bibliothécaire, d'autres fidèles comme Anatole de Montesquiou. S'il n'a pas modifié son train de vie en 1830, c'est à cause de la tradition aristocratique qui voulait que l'on garde ses serviteurs et ses fidèles, mais aussi parce qu'il n'a pas voulu changer son statut : même ses partisans lui en ont voulu et auraient souhaité qu'il s'entoure de grands noms (les Mortemart, les Choiseul) qui auraient assuré le prestige de la France à l'étranger. Louis-Philippe a supprimé des services entiers de la Cour, et se contente d'un service personnel très

réduit. Mais l'image du roi-bourgeois fausse la perception des choses : les Tuileries emploient des centaines de personnes, il y a une vie de Cour, de nombreuses fêtes qui, pour les plus importantes, obligeaient le roi et sa famille à rester debout sept heures de suite !

● **Royaliste** : Comment le roi concevait-il son travail politique ?

Anne Martin-Fugier : La vie politique courante du roi est faite de rencontres avec les ministres, avec les membres des deux Chambres, avec les représentants de l'Armée et de la Garde nationale. Il choisissait le président du Conseil et, en accord avec lui, les membres du gouvernement. Le Conseil des Ministres ne se réunissait pas à jour fixe, contrairement à ce qu'on lit très souvent, mais n'importe quel jour, à

n'importe quelle heure, pour n'importe quelle durée - selon l'ordre du jour.

Le roi eut une relation très privilégiée avec Guizot, en raison de leur passion commune pour la politique étrangère. Et puis, Guizot avait déclaré que « le trône n'est pas un fauteuil vide », alors que Louis-Philippe se méfiait de Thiers qui soutenait la thèse selon laquelle le roi devait régner sans gouverner. Le roi craignait de jouer le rôle de potiche ; dans sa correspondance, Louis-Philippe se décrit volontiers comme un assiégé, victime des ministres (qu'on appelait dans la famille les « babas » ou les « babalouches ») et des députés qu'on appelait les « tactacs ».

● **Royaliste** : Peut-on dire que Louis-Philippe avait un rapport bourgeois à l'argent ?

Anne Martin-Fugier : C'est une question passionnante ; et on a raconté sur ce sujet beaucoup d'histoires fausses. Louis-Philippe a laissé le souvenir d'un roi pingre, alors que c'est le contraire qui est vrai. Les revenus du souverain provenaient de la liste civile votée par la Chambre des députés, la dotation de la couronne (domaines dont il avait la jouissance et la charge) et le domaine privé, c'est à dire ses biens propres. Le roi recevait 12 millions de francs par an de liste civile (38 millions pour Charles X) auxquels s'ajoutaient 4 à 5 millions de revenus du domaine de la couronne et 2 millions du domaine privé. Soit au total 18 à 19 millions. Mais il avait huit enfants à entretenir et à doter et il avait la passion des grands travaux : on lui doit notamment la transformation de Versailles en musée, qui a coûté au roi plus de 23 millions de francs. Au bout du compte, à la fin du règne, il se retrouvera très endetté alors qu'il avait dans l'opinion publique une réputation de grippe-sou qui aurait pris de l'argent à la nation.

Cette réputation était tellement répandue que le comte de Montalivet, qui était un ancien intendant des domaines de la couronne, s'est senti obligé de publier en 1851 un livre dans lequel il démontrait que le roi avait beaucoup plus donné à la nation qu'il ne lui avait pris et qu'il s'était endetté par générosité. Louis-Philippe avait beaucoup donné à Charles X lors de son exil, à Jacques Laffitte pour le renflouer, aux victimes de l'hiver 1830-1831,

et il ne pouvait faire face aux charges qu'il devait assumer : son déficit annuel était de 3 millions de francs. D'où les demandes pressantes que le roi adressait à la Chambre pour la dotation de ses fils, que les députés refusaient et qui agaçaient l'opinion. En réalité, Louis-Philippe a eu avec l'argent tout le contraire d'un rapport bourgeois, puisqu'il eut une politique de grands travaux qui entraînait une gestion déséquilibrée : contrairement aux bourgeois de l'époque, férus d'industrie et de finance, il investissait dans la terre et ses revenus lui servaient à financer une politique de prestige, non pour lui-même, mais pour le pays.

● **Royaliste** : Venons-en à la famille royale...

Anne Martin-Fugier : Il y a deux femmes dans la vie du roi : son épouse la reine Marie-Amélie, et sa sœur Madame Adélaïde qui est entièrement dévouée à son frère, et qui a une excellente tête politique. Le couple royal a eu cinq garçons et trois filles. Les garçons ont fait leurs études à Henri IV, donc dans l'enseignement public, et sont suivis par un précepteur. L'éducation des princes fut complète et rigoureuse, et surveillée de près par Marie-Amélie et Louis-Philippe. Les filles, qui n'allaient pas au lycée, reçurent une éducation aussi solide que leurs frères. Le travail imposé aux enfants est écrasant, et il s'y ajoute les obligations mondaines : aucun moment de loisir ne leur est laissé.

Les princes jouent un rôle de représentation officielle, tant civil que militaire. C'est ce qu'ils appellent « faire la fonction ». Ils remplissent leurs obligations militaires très jeunes et vous connaissez le rôle du duc d'Aumale dans la conquête de l'Algérie. D'autre part, ils ont joué un rôle diplomatique qui ne fut pas négligeable, notamment dans le rapprochement avec l'Angleterre. Le mariage des princes et des princesses fut d'ailleurs un enjeu majeur pour le roi et la reine, et je montre dans mon livre à quel point certaines négociations furent complexes.

La mort accidentelle du prince héritier en 1842 fut un drame personnel pour Louis-Philippe, et une catastrophe pour la monarchie. Le duc d'Orléans était vraiment un homme exceptionnel : il avait un charisme considérable, il savait exercer l'autorité, il avait le don de rapprocher les personnes les plus dissemblables, et s'il avait régné il aurait été un trait d'union entre toutes les forces de la nation.

● **Royaliste** : Comment les dernières années du règne se déroulent-elles ?

Anne Martin-Fugier : Vous savez que Louis-Philippe a fait voter une loi prévoyant que s'il disparaissait avant la majorité du comte de Paris, la régence serait confiée au duc de Nemours. Mais celui-ci n'avait aucun charisme, c'était un homme maladroit, « à côté de la plaque » comme on dit aujourd'hui. Quant à Louis-Philippe, il se referma sur lui-même en vieillissant. Madame Adélaïde ne jouait plus son rôle d'informateur, car elle n'avait plus d'autre préoccupation que la santé de son frère, et le tête-à-tête du roi et de Guizot fut extrêmement néfaste. Louis-Philippe et Guizot écartèrent en effet les questions de politique intérieure, au profit de la politique extérieure. En outre, ils consacrèrent beaucoup de temps et d'énergie à marier le duc de Montpensier et les négociations, que Guizot considérait comme la grande affaire de son ministère, furent menées de telle sorte que l'Entente cordiale fut rompue, et le mariage du dernier fils de Louis-Philippe avec la sœur de la reine Isabelle d'Espagne ne présenta aucun avantage pour la France.

En 1847, le mécontentement à l'égard des classes dirigeantes devient très visible, des ministres sont convaincus d'avoir touché des pots-de-vin, Guizot se refuse à accorder la réforme électorale qui était l'aboutissement de sa politique. Mais le roi ne voit ni n'entend plus rien et la Révolution de 1848 vient sanctionner cette fermeture.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

BIBLIOGRAPHIE

« La vie quotidienne de Louis-Philippe et de sa famille, 1830-1848 » - Editions Hachette, 1992 - Prix franco 134 F.

Sur cette même période on lira aussi avec intérêt un autre ouvrage de Anne Martin-Fugier : « La vie élégante ou la formation du Tout-Paris, 1815-1848 » - Ed. Fayard 1990 - Prix franco 160 F.



Docteur en histoire, Anne Martin-Fugier est une spécialiste de la mentalité bourgeoise et de la culture française au XIX^e siècle. Aussi a-t-elle été amenée à s'intéresser à Louis-Philippe et à sa famille, dont elle a décrit la vie quotidienne avec précision et vivacité. Elle a bien voulu nous présenter le portrait d'un roi fort différent des clichés qu'on en a gardés.

Le Débat

Une Europe polyphonique

Y a-t-il une philosophie après la fin de la philosophie, et un sujet pensant après la mort du sujet ?

Toujours indispensable, pour ceux qui tiennent à suivre l'évolution des grandes questions de notre temps, la revue *Le Débat* a dressé voici peu (1) un bilan de la philosophie en train de se faire.

Tâche redoutable, tant il y a de voies qui sont en cours d'exploration, et de risques à vouloir les répertorier : la distance manque par définition, et la complaisance menace à tous moments la pertinence des choix.

La réussite de l'entreprise n'en est que plus manifeste : la nouvelle génération philosophique est bel et bien réunie, chacun de ses représentants ayant été convié à retracer son propre itinéraire, et à présenter ses travaux en cours par rapport à ce qu'on appelle, dans certains milieux, les tâches de la pensée.

Les lecteurs de *Royaliste* retrouveront avec plaisir plusieurs des invités de notre journal - Luc Ferry, Lucien Jaume, Pierre Manent, Jean-Luc Marion, Alain Renaut - et pourront suivre le développement des problématiques qui concernent la naissance de la politique moderne, l'héritage de Heidegger, la phénoménologie...

Quant à l'histoire de la philosophie, *Le Débat* publie deux contributions majeures, l'une de Remi Brague sur la philosophie juive et musulmane au Moyen-Âge, l'autre d'Alain de Libera sur le renouveau de la philosophie médiévale, qui en finissent brillamment avec un trop long mépris.

Les passionnés de philosophie des sciences ne sont pas oubliés, ni ceux qui, éditeurs et journalistes, s'efforcent de faire apprécier les recherches en cours.

Un numéro complet, à l'écart des modes et des faiseurs de modes.

Y. L.

(1) *Le Débat*, n° 72, novembre-décembre 1992, La Philosophie qui vient - parcours, bilans, projets. - Prix franco 118 F.

Dans un livre savant et tonique, Claude Hagège évoque la belle diversité des langues et des cultures européennes sans perdre de vue l'unité du continent.

Que le chœur des pleureuses se taise un instant. Que les puristes suspendent leurs... diktats. Que les défaitistes cessent de semer la panique. Non, la langue française n'est pas morte ou en train de mourir comme on le publie tous les dix ans. Non, la francophonie n'est pas une grande ambition qui aurait été sacrifiée. Non, la domination sans partage de l'anglo-américain n'est pas l'avenir de l'Europe - ni du monde.

Il y a une manière décourageante de défendre la langue française : à quoi bon lutter quand on vous répète que tout est perdu ? Et lorsque d'aucuns décrivent à longueur d'années les progrès inévitables de l'anglo-américain, ses pollutions insidieuses et ses contaminations foudroyantes, ils contribuent involontairement à la propagation et au prestige de la langue fustigée. Comme les autres formes de nationalisme, celle qui porte sur la langue se caractérise avant tout par une ignorance de l'histoire et de la vie des langues, qui engendre des effets pervers et parfois violents.

Contre la sinistrose linguistique, il n'y a pas de meilleur remède qu'un livre de Claude Hagège : cet homme de science connaît très précisément ce dont il parle, et il en parle avec une allégresse d'autant plus communicative qu'elle est exprimée avec une élégante simplicité. Ainsi son dernier livre, *Le Souffle de la langue* (1), qui est un bel exemple de pédagogie enthousiaste.

Avec lui, apprenons d'abord à distinguer ce qui doit l'être : par exemple la langue anglaise, évidemment européenne, et la langue amé-

ricaine, de cet « américain de commodité » qui se répand dans le monde entier et qui, de ce fait, s'expose à de notables variations.

L'obsession de l'impérialisme linguistique américain, lui aussi menacé à long terme de dislocation, fait qu'on oublie l'importance de l'allemand, qui est une des langues de la pensée européenne, et qui connaît aujourd'hui un net regain en Europe centrale. Et l'on aurait tort de vouer le français au même



sort que le latin - celui d'une « langue de culture » (mais quelle langue n'est pas, par définition, « de culture » ?) qui devrait s'effacer devant l'anglais. La langue française est et demeure une « langue mondiale », elle s'affirme aujourd'hui comme langue des sciences et des techniques, et il dépend de la politique linguistique de notre pays qu'elle soit une des principales langues de l'Europe de demain - une Europe qui, pour une part, et soit dit en passant, continuera de parler russe.

L'importance quantitative et la force d'attraction des langues qui

viennent d'être évoquées ne sauraient effacer ce que Claude Hagège appelle « l'infinie tentation des variétés sonores ». L'Europe polyphonique, l'Europe qui continuera à parler russe, français, anglais, allemand, est aussi le continent où s'affirment, renaissent, se côtoient, se mélangent et s'enchevêtrent des langues d'une merveilleuse diversité - que viennent encore accroître les variétés dialectales. Certes, il y a en Europe les langues grecques, latines, slaves, germaniques... Mais aussi la marque laissée par les Mongols, l'importance de l'arabe, les langues du Nord, le turc, l'albanais (distingons le guègue et le tosqe), le romani, les parlers du Caucase, sans oublier le rôle majeur joué par les Juifs dans la vie de l'Europe linguistique et de l'Europe tout court.

L'auteur n'ignore certes pas les pièges du nationalisme linguistique et les violences qu'il engendre. Contre les fantasmes, contre les délires « ethnolinguistiques », Claude Hagège procède à d'indispensables mises au point historiques (notamment sur les langues balkaniques) et démontre magistralement qu'il n'y a pas plus de langue pure que de « race pure » - l'activité langagière, comme toute activité humaine, s'enrichissant de l'échange et du mélange.

Comme les nations, les langues procèdent d'une histoire, se garantissent par un droit, et se développent par l'effet d'une volonté politique.

Cette diversité empêcherait-elle l'unité ? Non point. L'Europe, confédérale dans son dessein, et non point fusionnelle, trouvera son unité dans la polyphonie qui lui est consubstantielle.

Jacques BLANGY

(1) Claude Hagège - *Le Souffle de la langue, Voies et destins des parlers d'Europe* - Éditions Odile Jacob, 1992 - Prix franco 146 F.

Le centenaire de *l'Action*

↳ Gérard Leclerc.



Universitaire, philosophe, l'intérêt et la nouveauté de ses travaux l'avaient destiné aux plus hautes promotions parisiennes, s'il n'avait affirmé un peu trop haut, en période positiviste et anticléricale, ses convictions religieuses... et qui plus est, l'intime connexion de sa pensée et de sa foi. Mais rien n'aurait pu faire dévier de sa vocation cet homme de conviction et d'engagement.

Mais au commencement de Maurice Blondel, il y a *l'Action*, sa thèse de doctorat, soutenue en 1893 et dont le centenaire donne lieu à un colloque de grande qualité. Tout est né de là, ainsi que d'une thèse secondaire, alors rédigée en latin, sur « *le lien substantiel chez Leibniz* ». Au milieu de tant de livres et d'essais qui depuis lors n'ont cessé de nous entraîner sur les chemins de la réflexion, celui-là se signale encore à notre attention parce qu'il répond directement à une question que nous ne pouvons pas ne pas nous poser : « *Oui ou non, la vie humaine a-t-elle un sens, et l'homme a-t-il une destinée ?* ». C'est la première phrase de *l'Action*, qui nous fournit l'objet des cinq cents pages qui suivent. Et d'emblée par un certain ton, une certaine démarche, on est sûr de ne pas être trompé. L'homme qui vous propose de faire chemin avec vous s'est lui-même engagé de toute son âme dans sa recherche et celle-ci est aussi la vôtre.

Le sous-titre explicite un peu le caractère très général du sujet : « *Essai d'une critique de la vie et d'une science de la pratique* ». Ainsi ce n'est pas la pensée elle-même, le *cogito*, qui donnera la direction, comme il est classique, mais la vie qui est ma propre énigme existentielle, celle avec laquelle je suis obligé de me débattre, parce que tout simplement j'existe : « *J'apprendrai peut-être si, oui ou non, ce fantôme que je suis moi-même, avec cet univers que je porte dans mon regard, avec la science et sa magie, avec l'étrange rêve de la conscience, quelque solidité. Je découvrirai sans doute ce qui se cache dans mes actes, en ce dernier fond où, sans moi, malgré moi, je subis l'être et je m'y attache* ».

Pour les gens de ma génération, à qui il était proposé de penser existence et liberté au travers de Sartre et Simone de Beauvoir, c'est à une véritable révolution intellectuelle que Blondel appelle, qui suppose aussi une *metanoia* morale. Il ne s'agit pas de bâtir la théorie de la liberté mais interroger celle-ci avec toute la force et l'insistance de la raison, pour savoir qui je suis réellement. Et ce que je suis c'est ma vie, l'action dans laquelle je suis impliqué qui me le révélera pour peu que j'ai le courage d'en mesurer la dynamique interne et l'aboutissement. Le projet est considérable, car Maurice Blondel n'entend pas enfermer la vie dans une intériorité fermée, il la voit émerger de ses conditions originales, à partir d'une synergie intérieure produire l'individualité organique, s'investir dans la société, se dépenser en générosité au service d'un grand dessein, si bien que dans ce mouvement réflexif le penseur en vient à poser le problème de *l'action substitutive*. Ce mot étrange et en vient à poser le problème de la volonté qui la décentre péjoratif, en fait, décrit bien ce mouvement de la volonté qui la décentre d'elle-même, de son objet immédiat, pour viser au-delà : « *Cette infinitude qu'il sent obscurément en soi et dont il a besoin pour être ce qu'il veut être, ce qu'il est déjà de désir et d'intention, le sujet la tire de soi, il s'offre sous la forme d'un symbole ou d'une idole, son propre besoin d'achèvement et de perfection. Il adore l'incommunicable et l'inépuisable vie dont il porte la source latente* ».

Mais le jeune philosophe qui vit la fin d'un siècle est sensible aussi, à l'extrême, à la crise où est engagée cette volonté dont déjà les prophètes du nihilisme énoncent l'échec. Jean-Luc Marion a montré que c'était Schopenhauer - dont l'influence est alors puissante - qui fournit à Blondel sa question initiale, la plus terrible mais aussi la plus féconde. Le maître du pessimisme n'affirme-t-il pas : « *Nous autres, nous allons hardiment jusqu'au bout, pour ceux que la Volonté anime encore, ce qui reste après la suppression totale de la Volonté, c'est notre monde réel, ce monde si réel avec tous ses soleils et ses voies lactées, qui est néant* ». Dans *l'Action*, on trouve très explicitement repris cette thématique avec la conclusion qu'elle implique : « *meurtrir jusqu'aux dernières racines* ».

du désir et tout amour de la vie : dévoiler la fourberie de tout instinct de conservation et de survie, c'est procurer à l'humanité et au monde le salut dans le néant, ce néant qu'il faut définir l'absence du vouloir ». Non seulement, Blondel refuse cette perspective, mais il démontre rationnellement son impossibilité. Ne pas vouloir c'est encore un acte de volonté. Nietzsche disait la même chose, et c'était pour lui le point de départ du dépassement du nihilisme.

Ce dépassement, montre Jean-Luc Marion, Blondel ne le pensera pas à la manière du surhomme : « *L'homme est quelque chose qui doit être surmonté* ». Il y a de part et d'autre certitude de l'infini de la volonté et donc d'une transgression indéfinie au-delà des objets et du monde. Mais, et c'est là l'accomplissement de *l'Action*, cette transgression trace un itinéraire de l'âme vers Dieu. La volonté au-delà de ce qu'expliquent les métaphysiciens est un vestige de l'infini, une trace du divin. Sur ce terrain, Maurice Blondel retrouve l'école de Saint Bernard qu'il a lu avec intérêt. Mais ici il y a passage du métaphysique au théologique. Est-il légitime ? Sur ce point, Blondel aura à la fois contre lui les philosophes de l'université qui ne peuvent admettre cette intrusion dans la démarche rationnelle. Il aura aussi contre lui toute une armée de théologiens qui lui opposent que déduire le surnaturel de l'exigence propre à la volonté humaine, c'est attenter à la gratuité du don de la grâce. Et la querelle rebondira beaucoup plus tard contre le Père de Lubac accusé de la même erreur dans ses études sur le surnaturel. Et certes il y avait une intime connivence entre les deux hommes, Blondel ayant d'ailleurs joué un rôle fondamental, bien que lui-même non théologien, dans le mouvement théologique du siècle.

Minoritaire parmi ses condisciples de Normale supérieure et au sein des systèmes de pensée du moment, il se veut pleinement universitaire, épouse sa discipline rationnelle et entend jouer sa partition dans le concert philosophique. Mais cette partition marque une différence mal acceptée. Blondel est tout à fait conscient de la difficulté théorique qui est la sienne. Pour lui la plénitude de la volonté que révèle l'action met en évidence un accomplissement qui est hors de prise de l'approche philosophique. Il veut montrer quant à lui que la raison ne saurait mettre hors jeu ce surnaturel achèvement, sauf à être de parti pris : « *Aussi sans préjuger aucune question proprement religieuse - c'est d'un autre ordre - est-il nécessaire d'écarter, par la philosophie, les obstacles qu'accumule, sans doute à tort, une philosophie hostile de parti pris, non point au contenu de telle ou telle formule dogmatique, mais à la notion même de révélation, et à la possibilité, à l'utilité de tout dogme défini* ».

La solution blondélienne sait parer aux objections laïques et théologiques. C'est à l'intérieur d'elle-même et pour répondre à des exigences qui ne sont qu'à elles que l'existence humaine s'ouvre pour le moins à l'hypothèse du surnaturel. C'est cette hypothèse qui ne peut pas être rationnellement écartée. Aux théologiens, il fallait faire observer que la grâce du surnaturel supposait l'autonomie d'une nature humaine dont cette grâce n'était pas la résultante. Plus tard un Gabriel Marcel sera souvent proche de cette attitude avec l'analyse phénoménologique d'attitudes fondamentales de l'homme qui allègue le don reçu, ainsi de l'espérance et de l'immortalité. Mais la difficulté était réelle, et elle entraîna de vives polémiques dont Maurice Blondel retira le projet développé plus tard d'une reprise plus complète de son travail, en faisant notamment droit aux objections venues du côté thomiste. Pourtant, n'avait-il pas ouvert une voie nouvelle, pleinement traditionnelle et moderne ? C'est hors des impasses de la métaphysique que Blondel creuse son propre débouché. Pour lui le dépassement inclus dans la volonté, ce n'est pas l'impasse nietzschéenne mais la voie patriotique. Vouloir infiniment revient à aimer, et à aimer l'amour suprême.

Gérard LECLERC

Maurice Blondel - *L'Action*, 1893. Essai d'une critique de la vie et d'une science de la pratique - P.U.F. - Prix franco 156 F. On trouvera la contribution de Jean-Luc Marion au milieu d'autres fort intéressantes dans les actes du colloque d'Aix 1989 : « Maurice Blondel, une dramatique de la modernité » - Éditions Universitaires - Prix franco 360 F.

■ **GABRIEL MARCEL** - L'année 1993 est celle du vingtième anniversaire de la mort de Gabriel Marcel. Elle sera marquée par une nouvelle édition, à l'automne, du *Mystère de l'être* réalisée sous la direction de Jeanne Parain-Vial et par la tenue d'un congrès début décembre sur le thème *Conflit et équité*. Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de l'association *Présence de Gabriel Marcel*, 85, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

■ **G.-H. DE RADKOWSKI** - Prématurément disparu en 1987 (voir *Royaliste* n° 476), notre ami Georges-Hubert de Radkowski est mort sans avoir terminé son oeuvre. Une association qui porte son nom, vient d'être créée, sous la présidence de Michel Deguy, afin de mieux faire connaître sa pensée et de diffuser ses oeuvres (52 rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris). Deux livres de G.-H. de Radkowski sont toujours disponibles : *Les Jeux du désir, de la technique à l'économie* (prix franco 120 F) et *« Métamorphoses de la valeur, essai d'anthropologie économique »* (prix franco 116 F).

■ **GLOBE** - Le n° 2 de Globe-Hebdo du 17 février contient un intéressant entretien avec la princesse Chantal. Interrogée par Gérard Miller, elle rappelle, entre autres, ce qu'est la tradition capétienne en matière d'immigration : « Cette tradition repose sur deux notions essentielles : la terre d'asile et le droit du sol. (...) Un grand nombre de familles ont dans notre pays des grands-parents étrangers et l'immigration a contribué depuis toujours à faire la France. Face à l'extrême-droite qui prétend incarner la tradition française, il convient tout de même de rappeler ce qu'est la tradition ! ». Cet entretien contraste grandement avec le « reportage » qui précède et prétend présenter les « royalistes de base ». Texte de présentation d'une mauvaise foi affligeante, photos mises en scène et caricaturales, on croirait lire un sous-*« Événement du Jeudi »* ! Si la nouvelle formule de *Globe-Hebdo* continue sur cette lancée on ne peut que conseiller aux lecteurs de passer leur chemin...

■ **TRAVAILLEURS IMMIGRÉS** - Le GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) vient de publier un petit guide pratique extrêmement bien fait sur « L'entrée et le séjour des immigrés en France » (prix franco 80 F). Tout y est : l'entrée en France, les titres de séjour, les irréguliers, les conditions de travail, l'immigration familiale, les demandeurs d'asile. Ce guide fait le point sur l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et offre une information claire et accessible. Indispensable pour tous ceux qui ont à conseiller ou guider des étrangers dans leurs démarches, il sera aussi très utile pour clarifier et démythifier un sujet souvent objet de polémiques et d'informations fantaisistes. Il fait suite à une série de guides déjà publiés : « Les étrangers face à l'administration », « Les jeunes étrangers en France », « La protection sociale des étrangers en France », « Guide de la nationalité française », tous parus aux éditions de *La Découverte*.

■ **RENÉ GIRARD** - Le livre de René Girard « *Shakespeare, les feux de l'envie* » paru en 1990 (voir *Royaliste* n° 556) vient d'être réédité en *Livre de Poche* (coll. *Biblio-essais* - prix franco 80 F). Girard propose là une lecture neuve du dramaturge. Lecture inspirée de sa théorie mimétique où il s'attache à montrer que toute cette théorie était contenue, avant la lettre, dans l'oeuvre théâtrale de Shakespeare.

Sombre Céline

Les idées de Céline ? Le titre pourrait annoncer une gageure tant Céline apparaît peu idéologue. Ecrivain ? Incontestablement, et parmi les plus grands de ce siècle. Mais théoricien ? On n'y croit pas.

Philippe Alméras ne dit pas vraiment le contraire. Il nous rappelle simplement que derrière l'écrivain il y a un homme et que cet homme n'a pas que des préoccupations artistiques. Oui, Céline a des idées et il entend bien se servir de son oeuvre pour les défendre. Ici, la démarche de Philippe Alméras trouve sa justification : il ne fouille pas les poubelles, il rapporte simplement, implacablement, ce que Céline dit de lui-même et de l'oeuvre qu'il accomplit. Mettant en parallèle les livres et l'abondante correspondance privée, il révèle l'arrière fond idéologique sur lequel repose tout le travail littéraire de l'écrivain. Et ce n'est pas beau, pas beau depuis le début.

Céline est un paranoïaque, obsédé par l'idée de décadence, une décadence tout autant raciale que morale. Car Céline est un raciste, un vrai, un pur et dur, peut-être un des rares « racistes authentiques » que la France ait connus. Son combat, celui qu'il mène au travers de ses livres ; dénoncer la dégénérescence de ses contemporains pour mieux exalter la vigueur de la race pure (la sienne, bien sûr). La médecine lui donne sa méthode - le bon docteur Destouches ! - : mettre en évidence les symptômes du mal pour mieux en isoler et combattre la cause. Les symptômes, l'ivrognerie et la paresse ; la cause, les Juifs. Le remède ? Il faut détruire les Juifs et tous les contaminés irrémédiables. Le diagnostic est simple, mais la mise en oeuvre des soins, difficile. Car, vous vous en doutez, les Juifs

sont partout et ils sont diablement perspicaces. Ils ont compris que Céline était leur plus grand ennemi, et ils se mobilisent, eux et la multitude de leurs complices, pour le réduire au silence, pour le brimer de la manière la plus vile, pour le



persécuter de mille et une façons, lui, l'héroïque écrivain qui a tout compris de leurs manigances. La démonstration argumentée de Philippe Alméras est une terrifiante

plongée dans la folie mauve d'un homme. Ajoutons-y une avarice sordide (il ne se lasse pas de compter « ses sous ») et une lâcheté abyssale, le portrait sera complet.

Pendant l'Occupation - c'est toujours la question qui préoccupe le plus - Céline a-t-il été un collaborateur ? Bien sûr, mais il ne se voyait pas ainsi. Il se voyait bien plus, pas un de ces opportunistes jouant les domestiques dévoués. Lui, il avait été, il était, le grand révélateur et le grand propagateur de cette prophylaxie sociale et raciale nommée nazisme. Mais les maîtres du Reich n'ont pas compris la dimension essentielle de leur mission - ne l'ont-ils pas méconnu, lui, le génial Céline ? - et ils ont été vaincus par les Juifs. Bien fait ! Ils n'avaient qu'à écouter ses conseils et lui rendre son argent confisqué aux Pays-Bas !

Dans son ignominieuse retraite danoise, entre deux dénonciations minables de ses anciens « amis », il se défendra en prétendant avoir toujours combattu Vichy. Il ne ment pas, il oublie simplement de préciser qu'il dénonçait, au sens exact du terme, dans l'entourage de Pétain, une camarilla d'enjuivés et de métèques.

Les idées de Céline ? Ce n'est plus *Voyage au bout de la nuit*, c'est *Voyage au fond de la merde*.

Patrick PIERRAN

Philippe Alméras - « *Les idées de Céline* » - Berg International, coll. Pensée politique et sciences sociales - 1992, 385 p. - Prix franco 210 F.

Lire « *Royaliste* » c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux
Votre abonnement nous aidera à développer notre action

SOUTIEN à Luc de Goustine, candidat royaliste en Vendée

Nous appelons tous nos amis et sympathisants à soutenir la candidature de Luc de Goustine et de son suppléant François Guerry. Vous pouvez lui apporter de l'aide de différentes manières : aide financière, aide militante, noms de Vendéens que vous connaissez, etc. Prenez contact avec le Comité de soutien à la candidature de Luc de Goustine, 12, rue Georges Clemenceau - 85170 St Denis la Chevasse
Tél. : 51.41.43.93

ILE-DE-FRANCE

Les militants parisiens ont décidé d'aller prêter main-forte à Luc de Goustine pour sa campagne électorale en Vendée. Un déplacement est programmé pour les samedi 13 et dimanche 14 mars : départ de Paris en voiture, hébergement prévu sur place. Collage d'affiches, distribution de tracts mais aussi ambiance sympathique et rencontre avec d'autres amis de la NAR seront au programme de ces deux jours. Il y a encore des places disponibles et les volontaires seront les bienvenus. Renseignements complémentaires et inscription (obligatoire) en téléphonant à la NAR (42.97.42.57).

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 10 Mars - Il y a un an, dans un grand tapage médiatique, « Euro-Disneyland » ouvrait ses portes. Aujourd'hui, devant des résultats pour le moins mitigés, son président démissionne. Mais qu'en est-il réellement de ce projet gigantesque dont seule la première phase est réalisée ? Quelles en sont les retombées économiques ? Son coût

social ? L'impact sur la région ? C'est, entre autres, à ces questions que Pierre ALPHANDERY viendra répondre. Pierre Alphandery est sociologue et l'auteur d'une étude intitulée « L'insoutenable développement d'Euro-Disneyland » parue dans la revue « Écologie politique ».

● Mercredi 17 Mars - Sujet non encore fixé.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

Apportez-nous le soutien de votre adhésion !

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

Est également disponible un bandeau de 20x60 cm, imprimé en noir sur fond jaune reproduisant le titre de notre journal avec la mention « en vente dans les kiosques ».

Tarif (prix franco) : 45 ex. : 39 F - 95 ex. : 70 F - 190 ex. : 120 F.

ADHESION

Le congrès des adhérents de la N.A.R. se tiendra les 3 et 4 avril prochains. Pourront y participer tous les adhérents à jour de cotisation pour 1993. Nous incitons très vivement ceux des lecteurs de *Royaliste* qui partagent l'essentiel des idées défendues par la N.A.R. à « prendre leur carte » d'adhérent. Ils pourront ainsi participer au Congrès et à l'élaboration des grandes options de notre mouvement.

ABONNEMENTS INVENDUS

Souscrivez à un « abonnement-invendus ». Vous recevrez tous les quinze jours cinq ou dix exemplaires du numéro précédent de *Royaliste* pour les diffuser autour de vous et faire ainsi connaître notre journal.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation », « Écologie » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen - 24 mm de haut.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Orientations électorales

Pour les socialistes, voici que se rapproche le moment de la défaite annoncée. Ils n'ont rien fait pour l'éviter, ils l'ont au contraire transformée en une possible déroute par calculs retords, par fascination morbide, par manque de courage. Comme dans les plus navrantes débâcles, certains hauts responsables, hier encore pleins de morgue, ont pris la fuite. Et d'autres, parmi les chefs, font mine de se battre en préparant les divers... aménagements qui leur permettront, dans deux ans, de refaire surface. Bien peu, dans l'élite dirigeante, songent aux principes, aux enjeux, aux fidélités militantes - à la justice sociale, qu'ils disaient promouvoir, au président de la République, qu'ils ont élu et qu'ils vont affaiblir ou trahir, au peuple de gauche dont ils voulaient être les représentants patentes.

SEULS

Voici les socialistes seuls, totalement discrédités, largement déshonorés. Nous avons, depuis 1981, trop souvent souligné leurs erreurs et dénoncé leurs fautes pour en reprendre ici le catalogue. Ils paient leur arrogance intellectuelle, masque du vide, leur sectarisme, leurs malversations financières, leurs compromissions avec le monde de l'argent. Eux qui se sont pris aux jeux de la « communication » voient aujourd'hui leur « image » salie recouvrir les idées justes qu'ils ont soutenues et les réformes utiles qu'ils ont votées. Le temps n'est plus à la colère, il ne sera jamais à la vengeance. Simplement, comme en 1981, comme en 1986, comme en 1988, nous ne pouvons pas appeler à voter pour le *Parti socialiste* dans son ensemble.

Mais le sursaut annoncé par Michel Rocard ? Il est de bon goût, ces temps-ci, de publier des commentaires extasiés. Pour notre part, nous persistons à penser que Michel Rocard s'est trompé d'époque et qu'il nous a

trompés sur sa fonction quand il était Premier ministre : aux réformes radicales que demandait la période il a préféré la fausse humilité technicienne, et son rôle de chef de gouvernement a été sacrifié à son ambition de candidat à la présidence. Aujourd'hui, Michel Rocard se trompe de campagne, et d'enjeu : commençant de grandes manœuvres présidentielles en pleine campagne pour les législatives, il a fait la preuve de son souverain mépris pour la bataille en cours et pour le chef de l'État qui ne



saurait aujourd'hui être affaibli sans grave préjudice pour la *res publica*. Quant au projet politique esquissé à Montlouis, il est à l'image du personnage : les qualités qu'on y trouve ne sont pas reliées.

Cette attitude ne saurait nous conduire à rejoindre les écologistes. Depuis qu'il existe, nous n'avons cessé de contester radicalement le parti Vert, en raison des dangereuses ambiguïtés de l'idéologie de la nature, qui permet de justifier les niaiseries ruralisantes tout autant que le racisme, et qui ne peut en tout état de cause fonder une attitude politique. L'alliance conclue entre les *Verts* et *Génération Ecologie* n'est pas plus rassurante, pour deux raisons :

- Il s'agit de faire entrer à l'Assemblée nationale un groupe de pression spécialisé dans la protection de l'environnement, et non une formation orientée par un projet politique d'ensemble ;

- *Génération Ecologie* est en train de donner le spectacle contre lequel ce groupe - cet agrégat - s'est constitué : celui de la palinodie médiatique et de la combine politicienne. Ne voit-on pas, après quelques mouvements de mentons, Brice Lalonde reconnaître publiquement qu'il est l'homme lige de Michel Rocard - ce qu'il confiait volontiers en privé depuis des années ?

CHOIX

Entre l'intégrisme vert, creuset de toutes les nostalgies, et la manœuvre lalondiste, qui vise la constitution d'un « parti démocrate », les électeurs ont toutes les chances d'être floués. Nous voterons donc contre l'alliance écologiste.

Il va sans dire que nous voterons aussi contre le *Front national*, dans la continuité du combat contre le racisme et l'antisémitisme que nous menons depuis notre fondation. Notre rejet total du national-populisme est trop connu pour être commenté.

Quant au programme de la droite, il est trop inactuel dans ses intentions et trop flou dans ses dispositions pour qu'on s'y arrête. Les dernières bribes de l'idéologie du marché viennent à contre-temps, le vide idéologique des libéraux et des chiraquiens durcit des rivalités qui seront paralysantes, et les dénationalisations qui seront faites pour financer la démagogie en vue de la prochaine campagne présidentielle laissent présager de cinglantes déconvenues. Nous ne les favoriserons pas.

Ainsi, pas de vote pour le bloc des partis d'opposition, ni pour le *Parti socialiste* dans son ensemble. Mais, très clairement, refus du *Front national* et de l'alliance écologiste qui constituent les deux formes antinomiques de la négation du politique. Cela laisse un large choix, en faveur d'antiracistes militants, de gaullistes véritables, de défenseurs effectifs de la justice sociale. Un choix aussi judicieux que possible mais sans passion puisque la véritable partie se jouera après le 28 mars autour des institutions et dans le pays. Nous y ferons valoir la nécessité de la cohabitation et de la prééminence présidentielle, ainsi que celle de changements radicaux dans la société et pour ses citoyens.

Bertrand RENOUVIN